

***Pour une PAIX DURABLE, c'est-à-dire JUSTE
en Bosnie-Herzégovine
et dans les Balkans***

Contribution de Catherine Samary
Assises de Toulouse, 28-29 Octobre 1995

Les Assises vont évidemment centralement porter sur l'attitude à avoir (jugements et actions) vis-à-vis des accords de Genève/New-York, signés par les ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, Croatie et Bosnie-Herzégovine. Chacun(e) sent qu'il s'agit d'un tournant où ***les chances de paix sont en même temps associées au pire.***

Faisons le point .

1) La chute de Zepa et de Srebrenica cet été a démontré tragiquement le caractère inapplicable des mandats de "maintien de la paix" dans une situation de guerre pour la construction d'Etats sur des bases ethniques exclusive, sans "enclaves". Exiger la défense de ces "enclaves" était certes un acte de morale politique envers des grandes puissances qui refusaient aux populations assiégées les moyens de se défendre elles-mêmes ou avec l'aide de l'armée bosniaque. Mais l'essentiel était ailleurs : dans les "plans de paix" eux-mêmes multipliant de telles enclaves. Quel est d'ailleurs l'avenir de populations qu'on placerait à l'infini dans des "zones de sécurité" sous "protectorat" international ? La logique du "plan de paix" américain est de reprendre les "pourcentages" du "groupe de contact", mais de les concevoir de façon "réaliste" comme des territoires "viabes", c'est d'ailleurs ce pour quoi se battaient les troupes de Karadzic. La politique des gouvernements est une "realpolitik" - et non pas la défense de valeurs. Il est désolant d'avoir glorifié les beaux discours de Chirac sur "l'agresseur serbe" et la "défense d'une Bosnie-Herzégovine multi-ethnique" ou d'avoir compté sur Clinton et l'OTAN pour défendre des valeurs... La Force de Réaction Rapide (FFR) s'est mise en place pour défendre "nos" soldats, Chirac fait un charme grotesque à Eltsine pour contrebalancer la présence américaine en Bosnie; les bombardements de l'OTAN ont "fait passer" un plan de découpage de la Bosnie en Etats définis sur des bases ethniques; et les objectifs de la ***Pax Americana*** sont d'abord de redorer le blason de Clinton avant les élections - et donc d'obtenir une "paix" qui dure au moins.. un an. Arrêtons de légitimer tout cela.

La logique de Clinton a été de s'appuyer sur un accord Zagreb/Sarajevo doublé d'un accord Milosevic/Tudjman. Le bilan est de consolider Milosevic contre ses anciens alliés d'extrême-droite - en entérinant la *Republika Srpska*-, et de consolider le nationalisme grand'croate (dans une logique d'apprenti sorcier qui embarrasse certainement Clinton aujourd'hui). Le monde musulman et l'opinion publique révoltée par les images de la guerre - la résistance bosniaque

2) Si les accords reconnaissent la souveraineté de la BH, ils organisent aussi son futur éclatement et entérinent plus que jamais son découpage territorial sur des bases ethniques. Une ***Bosnie-Herzégovine comme société multi-culturelle et multi-ethnique*** ne peut être victorieuse sans un accord entre toutes les communautés concernées (et au-delà, avec les Etats voisins), sans le plus grand pluralisme et la liberté individuelle des choix identitaires, sans la défense des droits individuels et collectifs. Telle est sa logique profonde et progressiste, même si elle se heurte aussi, parmi ***ceux qui veulent le maintien de l'intégrité de cet Etat***, à une orientation nationaliste qui voudrait faire de la Bosnie-Herzégovine un Etat dominé par

un seul parti - le SDA. Cette question-là relève de *la lutte politique - pas de la guerre*. C'est pourquoi on ne saurait mettre sur le même plan ce nationalisme-là et ceux qui cherchent par la guerre à dépecer la BH. De même, l'opposition à toute islamisation de l'Etat et de l'armée bosniaque (projet d'une partie du SDA qui fragilise aussi la BH) relève de la lutte politique, pas de la guerre. Mais ces questions réelles exigent de ne pas confondre défense de la Bosnie-Herzégovine multi-culturelle et multi-ethnique avec simple *défense militaire de ses frontières* ou *soutien à son gouvernement*. Elles soulignent *la raison d'être des mouvements de citoyens* : aider les sociétés civiles à élargir leurs marges d'expression, à se faire entendre au travers de leurs partis et associations non nationalistes, à décider elles-mêmes de leur avenir - contre les choix imposés.

Ni renvoi dos-à-dos des "belligérants", ni agresseur unique - et uniquement extérieur

Tout le monde dans ces Assises part au moins d'une conviction commune : la guerre n'est pas due à des haines inter-ethniques fatales. Il n'y a pas non plus équivalence entre les divers nationalismes, et l'on ne peut confondre les victimes des nettoyages ethniques et ceux qui les propagent.

-Le nationalisme musulman ou bosniaque est défensif . Le dire et refuser les renvois dos-à-dos n'implique aucune acceptation des logiques revanchistes (celles des Tchétzniks, contre les populations croates ou musulmanes, ou celles qui feraient de tout Serbe , voire de tout Serbe vivant sur le territoire dominé par Karadzic, un Tchétznik...).

-Les projets de découpage de la Bosnie-Herzégovine en Etats définis sur des bases ethniques exclusives sont (*quels que soient les motifs*, les craintes, les droits dont se prévalent leurs promoteurs) inévitablement construits sur le dos des populations mélangées Ces projets nationalistes-là propagent violence et haine dans le but de rendre la séparation irréversible. ***Ceux qui en ont été porteurs avec des différences initiales de violence, et de discours public, sont les pouvoirs et courants nationalistes extrêmes de Serbie et de Croatie - pas seulement de Serbie***. Et ils ont des relais internes en BH qui ne sont pas de simples pions de Belgrade et Zagreb.

La recherche d'une alliance avec les pouvoirs et partis nationalistes croates pour combattre la politique de Grande Serbie est logique - mais le faire en se taisant sur la réalité de la politique nationaliste croate a été et sera suicidaire pour la Bosnie multi-ethnique. C'est en outre, en poussant à ne dénoncer qu'un agresseur, renforcer la base populaire du nationalisme serbe qui est nourrie par la peur héritée de la politique de Grande Croatie. Il ne s'agit pas seulement de peurs manipulées. Là encore, présenter le nationalisme croate exclusivement comme le nationalisme d'une victime - et le nationalisme serbe exclusivement comme celui d'un agresseur c'est se désarmer sur tous les fronts : c'est confondre les populations serbes des Krajinas ou de la *Republika Srpska* avec des "occupants" (autres choses sont les milices paramilitaires venues de Belgrade). C'est ne pas comprendre la réalité de la politique de double langage de Tudjman, la continuité de ses objectifs nationalistes qui ont plus combattu le "yougoslavisme" (au sens du mélange, précisément) que Milosevic. C'est ne pas comprendre pourquoi il a fait du Kosovo une "affaire interne à la Serbie" - afin que sa question serbe soit une affaire interne croate. Si le nationalisme serbe de type "tchetznik" pratique le pire des revanchismes haineux contre les "Serbes qui ont trahi" (les Musulmans bosniaques), le nationalisme croate (et l'historien Tudjman longtemps avant la guerre) assimile la Bosnie à la Croatie et les Musulmans à des Croates. La "croacité" défendue par Tudjman est raciste, prétendument plus "européenne" et "civilisée" que les autres peuples balkaniques (à l'exception des Slovènes- mais y compris les Musulmans bosniaques qui, sans

la Croatie, dit-il n'appartiendraient pas au monde civilisé...)

S'aveugler sur ce plan, c'est ne pas comprendre que cet "allié" croate a dès le début utilisé son "aide" comme un couteau dans le dos des Bosniaques - accueillant les réfugiés, mais les prenant en otages; concluant des pactes d'alliances, mais bloquant les armes à destination de Sarajevo... La construction de l'Herceg-Bosna a commencé au printemps 1992, après la purge du HDZ (parti de Tudjman) en Bosnie, de Stjepan Kljucic au profit de Mate Boban - qui a négocié avec Karadzic le partage ethnique de la Bosnie. Le ministre de la défense de Croatie, l'Herzégovinien d'extrême-droite Gojko Susak a soutenu militairement les nettoyages ethniques de l'Herceg-Bosna. Il a conduit cet été la récupération militaire de la Krajina contrôlée par les sécessionnistes serbes. Mais ce qui est affaiblissement local du projet de Grande Serbie au plan militaire, est en même temps renforcement politico-militaire d'un projet de Grande Croatie en Croatie et Bosnie-Herzégovine - sur la base d'un accord avec le nationalisme serbe... L'avancée de l'armée croate en Bosnie occidentale est dès lors menaçante pour l'unité de la fédération croato-bosniaque et de la BH, même si elle a favorisé également l'offensive de l'armée bosniaque...

Cette fédération croato-bosniaque, quelle qu'en soit la fragilité a certes permis d'arrêter, ne fut-ce qu'un temps, les combats sur deux fronts. Elle a aussi favorisé une résistance au projet d'une partie du SDA de découper un Etat musulman. Elle reste un cadre de luttes politiques civiques. Mais parce qu'elle s'est faite sans dénonciation de la politique d'agression croate en Herceg-Bosna, elle a pris une dimension unilatéralement anti-serbe - ce qui se traduit aussi dans sa constitution. Cela affaiblit le combat contre le nationalisme serbe - et met en position de "traîtres" (de "tchetniks"...) tous ceux qui osent dire que la BH n'est pas seulement menacée par le nationalisme grand'serbe...

Une paix durable - juste ne peut être "imposée" par les grandes puissances...

Les gouvernements occidentaux, les négociateurs qui les représentent

Aucun gouvernement occidental n'a su résoudre les questions centrales qui sont derrière la crise yougoslave (et qui sont les questions qui se posent à l'Europe de Maastricht). Ne légitimons pas la suffisance -et le racisme implicite- de ceux qui croient que les peuples balkaniques sont des barbares et qui estiment pouvoir leur imposer des modèles de civilisation ou d'Etat. Ne fétichisons pas non plus les acquis de notre jacobinisme français - un modèle au nom duquel le nationalisme serbe a plusieurs fois imposé son "unitarisme". Il n'y aura pas de réconciliation et de blessures cicatrisées en Bosnie par la seule affirmation d'un Etat des citoyen(ne)s